



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de  
conseillers en  
exercice : 33

**Séance du lundi 20 juillet 2020**

Extrait de la délibération affiché le **24 juillet 2020**.

L'an deux mille vingt, **le vingt juillet à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 13 juillet, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

### **Etaient présents**

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Christel **BOUBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Virginie **VANDAELE**, Sylvain **CORNETTE**, Agnès **SIBILLE**, Jean-Luc **HEBERT**, Isabelle **CREVEL**, Gilles **BELLIERE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Yannick **LE COQ**, Aliko **PERENDOUKOU**, Nicolas **SAJOUS**, Pascale **GALAIS**, Eric **LE FEVRE**, Edith **LE ROUX**, Nicolas **BERTIN**, Sandrine **VEERAYEN**, Patrick **DENISE**, Véronique **BLONDEL**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Catherine **OMONT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Corinne **CHOUQUET**, Agnès **MERLIN**, Arnaud **LECLERRE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Laurent **GILLE**.

### **Excusés ayant donné pouvoir**

Aline **MARECHAL** donne pouvoir Virginie **VANDAELE**  
Thierry **GOUMENT** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

### **Secrétaire de séance**

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du Lundi 20 juillet 2020

**2020.07/111**

### RESSOURCES HUMAINES - PRIME COVID19 – MODALITES D'ATTRIBUTION - FIXATION

**Monsieur Le Maire** – L'article 11 de la loi de finances rectificative pour 2020 prévoit la possibilité d'attribuer une prime exceptionnelle aux agents publics particulièrement mobilisés afin de faire face à l'épidémie de covid-19 pour assurer la continuité du service public.

Cette prime exceptionnelle est rendue possible par la publication du décret n°2020-570 du 14 mai 2020.

Le décret précité prévoit que la prime exceptionnelle peut être versée aux fonctionnaires et aux agents contractuels de droit public des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ainsi qu'aux personnels contractuels de droit privé, pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé.

A contrario, les agents ayant exercé leurs fonctions dans un cadre normal de travail, que ce soit en présentiel sans exposition, ou à distance, ne peuvent prétendre à l'octroi d'une telle prime si cette modalité particulière d'exercice des fonctions, rendue nécessaire par les circonstances, n'a pas donné lieu à une augmentation significative du travail fourni ou la réalisation de missions inhabituelles.

Par conséquent, au vu des critères retenus suite aux échanges avec les représentants du personnel au cours de 3 réunions, la Ville de Montivilliers entend valoriser par une reconnaissance financière l'investissement dont les agents de la Ville de Montivilliers ont fait preuve pendant la période de confinement allant du 16 mars au 11 mai 2020.

C'est pourquoi la collectivité souhaite accorder aux agents la prime exceptionnelle sur la base à la fois d'un degré d'exposition dans des circonstances particulières de réalisation des missions et en prenant en considération le surcroît significatif de travail au sein de certains services pour assurer le fonctionnement de prestations essentielles pour le service public.

A cet effet, il convient de prendre en considération les sujétions suivantes pour justifier le versement de la prime exceptionnelle :

- Des contraintes liées à une nécessité de maintenir une présence pour assurer l'accueil du public,
- Des contraintes supplémentaires engendrées notamment par les nécessités renforcées de nettoyage et de désinfection des locaux,
- Une adaptation des règles de fonctionnement de la collectivité aux contraintes et évolutions réglementaires liées à la situation d'état d'urgence sanitaires ;
- La nécessité d'assurer une continuité de l'accueil des enfants des personnes prioritaires dans des conditions de sécurité renforcées et parfois en-dehors de leurs horaires habituels
- Une participation active aux mesures de prévention et de contrôle durant la période de confinement et plus largement d'état d'urgence sanitaire,
- La préservation de la sécurité et de la santé des personnes âgées dans des conditions d'accès limitées et de désinfection renforcée,
- La réalisation de missions particulières de logistique rendues nécessaires par les circonstances sanitaires,

- L'accueil des familles et la réalisation de missions liées aux opérations funéraires renforcées en période sanitaire,
- La réalisation des missions inhabituelles ou générant une surcharge d'activité dépassant le cadre normal de travail,

Ainsi, pour les agents dont les missions devaient être réalisées en présentiel avec des contraintes d'exercice particulières, il est proposé le versement d'une prime d'un montant de 20 € par jour de présence (les temps de mobilisation des agents à leur domicile en attente d'une éventuelle intervention n'entrent pas dans les modalités de versement). Ce montant sera plafonné à 500 €.

Pour les agents pour lesquels un surcroît significatif d'activité a été constaté ou la réalisation de missions inhabituelles, il est prévu le versement d'un montant forfaitaire de 350 € par agent, dans la mesure où la mobilisation de ces derniers ne peut être quantifiée par un nombre de jours (l'activité ayant eu principalement lieu en télétravail).

**Il est important de rappeler qu'aucun agent de la collectivité n'a subi de perte de rémunération et que le temps de travail habituel a également été maintenu** (déduction faite de 5 jours RTT pour les agents ayant été en autorisation spéciale d'absence totale ou partielle).

La présente délibération entend, en outre, souligner l'effort financier consenti par la Ville de Montivilliers à destination des agents particulièrement impliqués dans la gestion de la crise sanitaire, effort équivalent à 1 ETP sur une année complète, laquelle dépense est estimée à environ 33 000 €. Cette enveloppe a principalement vocation à être attribuée aux agents de catégorie C (environ 85 % des bénéficiaires de la prime seront des agents de catégorie C).

La prime exceptionnelle est exonérée de cotisations et contributions sociales, ainsi que d'impôt sur le revenu.

Elle fait l'objet d'un versement unique et n'est pas reconductible.

Des arrêtés individuels permettront ensuite l'attribution de la prime exceptionnelle aux agents concernés, conformément aux modalités d'attribution définies par la présente délibération.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**VU** le code de l'action sociale et de la famille, notamment l'article L. 312-1,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

**VU** la loi n°2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, notamment l'article 11,

**VU** le décret n°2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19,

**VU** l'avis du Comité Technique en date du 9 juillet 2020,

**VU** le budget de l'exercice 2020,

**CONSIDERANT :**

- Le surcroît significatif de travail et les sujétions exceptionnelles auxquels ont été soumis certains agents du personnel de la Ville de Montivilliers, appelés à exercer leurs fonctions en présentiel ou en télétravail ou assimilé pour assurer la continuité du fonctionnement des services durant l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Que seront bénéficiaires de la prime exceptionnelle quel que soit leur temps de travail, les fonctionnaires titulaires et stagiaires et les agents contractuels de droit public ;
- Que les sujétions suivantes doivent être prises en considération pour justifier le versement de la prime exceptionnelle :
  - Des contraintes liées à une nécessité de maintenir une présence pour assurer l'accueil du public,
  - Des contraintes supplémentaires engendrées notamment par les nécessités renforcées de nettoyage et de désinfection des locaux,
  - Une adaptation des règles de fonctionnement de la collectivité aux contraintes et évolutions réglementaires liées à la situation d'état d'urgence sanitaires ;
  - La nécessité d'assurer une continuité de l'accueil des enfants des personnes prioritaires dans des conditions de sécurité renforcées et parfois en-dehors de leurs horaires habituels
  - Une participation active aux mesures de prévention et de contrôle durant la période de confinement et plus largement d'état d'urgence sanitaire,
  - La préservation de la sécurité et de la santé des personnes âgées dans des conditions d'accès limitées et de désinfection renforcée,
  - La réalisation de missions particulières de logistique rendues nécessaires par les circonstances sanitaires,
  - L'accueil des familles et la réalisation de missions liées aux opérations funéraires renforcées en période sanitaire,
  - La réalisation des missions inhabituelles ou générant une surcharge d'activité dépassant le cadre normal de travail,
- Que le Maire détermine par arrêté, les bénéficiaires et le montant de la prime dans le cadre fixé par la présente délibération, ainsi que les modalités de versements ;

**VU** le rapport de Monsieur le Maire,

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE :**

- **D'instituer une prime destinée à compenser les sujétions exceptionnelles telles que mentionnées ci-dessus dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19 pour assurer la continuité des services publics.**
- **De fixer un montant de prime à 20 € par jour pour les agents ayant réalisé leurs missions en présentiel avec des contraintes d'exercice particulières pendant la période de confinement allant du 16 mars au 11 mai 2020. Le montant de cette prime est plafonné à 500 €.**

- De fixer un montant de prime forfaitaire de 350 € pour les agents pour lesquels l'exercice de leurs fonctions a conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel, en télétravail ou assimilé, ou à la réalisation de missions inhabituelles pendant la même période de référence.

**Exercice 2020**  
Budget Principal  
Chapitre 12  
Nature 64118 - 64138

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

Envoyé en préfecture le 23/07/2020

Reçu en préfecture le 23/07/2020

Affiché le

The logo for the Service Local d'Orientation (SLO) is displayed, featuring the letters 'SLO' in a stylized blue font with a small graphic element to the right.

ID : 076-217604479-20200720-M\_DE200720\_\_111-DE